



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

### FINANCES 1.2

N° : 2025-11-59

Nombre de membres composant  
le Conseil Municipal : 32  
Membres en exercice : 32

### L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, LE TREIZE OCTOBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

#### Date de convocation :

24 octobre 2025.

#### Date d'affichage :

24 octobre 2025

#### VOTE :

Pour : 17

Contre : 16

Marie-Thérèse CORDONNIER  
Didier GERVAIS  
Michel NUGUES  
Patricia BIZOUERNE  
Arlette ACOCA  
Noëlle SULPIS  
David PEREIRA  
Lydia TCHARLAIAN (pvr D. PEREIRA)  
Nicolas RONDEPIERRE  
Nicolas CUADRADO  
Patricia DJOSSOUVI  
Nathalie RIBEMONT  
Corinne RAOULT  
Sandrine LADISA (pvr C. RAOULT)  
Pierre-Marie SALLE  
Didier BELOT

**Présents :** Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN - Adjoint au Maire,  
Michel BARRIERE, Marc LAMBLIN, Gilbert MINELLI, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Michel ROUBY, Jocelyne PAIGNON, Bernard CACACE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Patricia BIZOUERNE, MICHEL NUGUES, Nathalie RIBEMONT, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT, Patricia DJOSSOUVI, Didier BELOT – Conseillers municipaux.

**Absents et représentés :** Olivier BELLATON (pouvoir à Chantal RATEAU), Sacha CAUDRON (Pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Roger JACOB (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER), Lydia TCHARLAIAN (pouvoir à David PEREIRA), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE :** Thomas VAUTRIN

#### Objet :

**ENGAGEMENT DES DEPENSES  
D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU  
BUDGET PRIMITIF 2026**

**RAPPORTEUR :** Jean-Michel GENESTIER

### NOTE DE SYNTHÈSE :

Les dispositions extraites de l'article L.1612-2 du Code Général des Collectivités

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20251103-2025-11-59-DE  
Date de réception en préfecture : 11/11/2025

Territoriales prévoient que « dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement, dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation expresse de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. » Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

A ce titre, il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2026, dans la limite du quart des crédits votés au budget primitif 2025.

Les montants des crédits votés au budget 2025 aux comptes de dépenses d'équipement s'élèvent à :

Chapitres	Budget 2025	25%
Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles	130 000 €	32 500 €
Chapitre 21 – Immobilisations corporelles	3 576 744,21 €	894 186.05 €
Chapitre 23 Immobilisations en cours	12 350 000 €	3 087 500 €
<b>TOTAL</b>	<b>16 056 744,21 €</b>	<b>4 014 186,05 €</b>

Il est précisé que les crédits votés seront repris au budget primitif 2026.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération du 14 avril 2022 relative à la création d'autorisations de programme et de crédits de paiement,

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20251103-2025-11-59-DE  
Date de réception préfecture : 18/11/2025

**CONSIDERANT** la nécessité de poursuivre les engagements, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2025 dans la limite du quart des crédits votés au budget primitif 2025 et assurer la continuité du service public dans de bonnes conditions

**CONSIDERANT** l'avis de la Commission vie municipale en date du 6 octobre 2025

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :**

**ARTICLE 1 : D'AUTORISER** Monsieur le Maire à engager, à liquider et à mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2026 dans la limite du quart des crédits votés au budget primitif 2025,

**ARTICLE 2 : DE DIRE** que les crédits seront inscrits au budget primitif 2026 sur les chapitres budgétaires identifiés.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
susdits (au registre suivent les signatures),

POUR EXTRAIT CONFORME



**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**

*La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.*

